

MÉMORIAL

ou



Memorial

Grand-Duché de Luxembourg.

Großherzogthum Luxemburg.

Samedi, 26 décembre 1896.

N^o 71.

Samstag, 26. Dezember 1896.

Loi du 26 décembre 1896, autorisant la perception budgétaire des impôts pour 1897 et allouant un crédit provisoire pour les dépenses courantes de l'État du mois de janvier de la même année.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 23 décembre courant et celle du Conseil d'État du 24 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 1896, à l'exception de l'impôt personnel prévu par l'art. 4 de la loi du 9 février 1891, seront recouverts pendant l'année 1897 d'après les lois et les tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

Art. 2. Il est ouvert au Gouvernement un crédit provisoire de 800,000 fr. pour couvrir les dépenses à effectuer pendant le mois de janvier 1897, conformément au projet de budget pour cet exercice.

L'exécution de cette disposition sera réglée par arrêté grand-ducal.

Mandons et ordonnons que la présente loi

Gesetz vom 26. Dezember 1896, wodurch die Erhebung der Steuern für das Jahr 1897 ermächtigt, und ein provisorischer Credit zur Deckung der laufenden Ausgaben während des Monats Januar desselben Jahres bewilligt wird.

Wir Adolph, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsraths ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Kammer der Abgeordneten vom 23. Dezember ct., und derjenigen des Staatsrathes vom 24. dess. Mts., gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht zu erfolgen hat ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Die am 31. Dezember 1896 bestehenden direkten und indirekten Steuern, ausschließlich der durch Art. 4 des Gesetzes vom 9. Februar 1891 vorgesehenen Personal-Steuer, werden während des Jahres 1897 gemäß den Gesetzen und Tarifen über deren Veranlagung und Erhebung erhoben.

Art. 2. Der Regierung ist ein provisorischer Credit von 800,000 Fr. zur Deckung der während des Monats Januar 1897 nach Maßgabe des Budget-Entwurfes für besagtes Dienstjahr zu bewirkenden Ausgaben eröffnet.

Die Ausführung dieser Bestimmung wird durch Großh. Beschluß geregelt.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins

soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 26 décembre 1896.

ADOLPHE.

Les Membres du Gouvernement,

EYSCHEN.
KIRPACH.
M. MONGENAST.
RISCHARD.

Arrêté grand-ducal du 26 décembre 1896, concernant l'exécution de l'art. 2 de la loi qui précède.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 2 de la loi en date de ce jour, qui ouvre au Gouvernement un crédit provisoire de 800,000 fr. pour les dépenses courantes à effectuer pendant le mois de janvier 1897, conformément au projet de budget pour cet exercice ;

Sur le rapport de Notre Conseil de Gouvernement ;

Avons arrêté et arrêtons :

Article unique. Les dispositions de l'arrêté royal grand-ducal du 21 décembre 1875, qui règle l'exécution de la loi du même jour concernant l'allocation d'un crédit provisoire pour les dépenses du mois de janvier 1876, sont rendues applicables à l'art. 2 de la loi susvisée.

L'autorisation de disposer des crédits portés au projet de budget pour 1897 cessera lorsque les ordonnancements et régularisations de dépenses auront atteint le chiffre global de 800,000 francs.

Luxembourg, le 26 décembre 1896.

ADOLPHE.

Les Membres du Gouvernement,

EYSCHEN.
KIRPACH.
M. MONGENAST.
RISCHARD.

„*Mémorial*“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 26. Dezember 1896.

Adolph.

Die Mitglieder der Regierung,

Eyschen.
Kirpach.
M. Mongenast
Rischard.

Großh. Beschluß vom 26. Dezember 1896, betreffend die Ausführung des Art. 2 vorstehenden Gesetzes.

Wir Adolph, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Art. 2 des Gesetzes vom heutigen Tage, welches einen provisorischen Credit von 800,000 Fr. zur Deckung der laufenden Ausgaben des Monats Januar 1897 nach Maßgabe des Budgetentwurfes für besagtes Dienstjahr eröffnet ;

Auf den Bericht Unserer Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Einzigcr Artikel. Die Bestimmungen des Königl.-Großh. Beschlusses vom 21. Dezember 1875, wodurch die Ausführung des Gesetzes vom nämlichen Tage, betreffend die Bewilligung eines provisorischen Credits zur Deckung der Ausgaben des Monats Januar 1876, geregelt wird, sind auf Art. 2 obenbezogenen Gesetzes anwendbar.

Die Befugniß, über die im Budgetentwurf für 1897 eingetragenen Credits zu verfügen, wird aufhören, sobald die Zahlungsbefehle und Regularierungen von Ausgaben den Gesamtertrag von 800,000 Fr. erreicht haben werden.

Luxemburg, den 26. Dezember 1896.

Adolph.

Die Mitglieder der Regierung,

Eyschen.
Kirpach.
M. Mongenast.
Rischard.

Loi du 26 décembre 1896, concernant l'organisation du personnel de l'administration des contributions et accises.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 23 décembre courant et celle du Conseil d'État du 24 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Le personnel supérieur de l'administration des contributions et des accises comprend, outre le directeur, qui est en même temps le chef de l'administration du cadastre :

1^o un inspecteur des contributions et des accises ;

2^o dix contrôleurs des contributions et des accises au plus, y compris le contrôleur-chef de bureau, le cas échéant.

Ces derniers pourront être appelés à se suppléer mutuellement dans les deux services respectifs des contributions directes et des accises.

Art. 2. Le traitement de l'inspecteur est fixé à 4550—5000 fr. ;

celui des contrôleurs de 1^{re} classe à 4155—4455 fr. ;

celui des contrôleurs de 2^e classe à 3770—4070 fr., et

celui des contrôleurs de 3^e classe à 3370—3670 fr.

Le nombre des contrôleurs de 1^{re} et de 2^e classe ne peut dépasser quatre pour chacune de ces classes.

Les contrôleurs de 2^e et 3^e classe pourront, après dix ans de bons et loyaux services dans la même classe, obtenir le titre et le traitement d'un contrôleur de la classe immédiatement supérieure.

Art. 3. Les indemnités de déplacement de l'inspecteur et des contrôleurs sont réglées par

Gesetz vom 26. Dezember 1896, betreffend die Organisation des Personals der Steuer- und Accisenverwaltung.

Nir **Adolph**, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-kammer vom 23. Dezember et., sowie derjenigen des Staatsrathes vom 24. desf. Mts., gemäß welcher eine zweite Abstimmung nicht zu erfolgen hat ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Das höhere Personal der Steuer- und Accisenverwaltung begreift, außer dem Direktor, welcher gleichzeitig Chef der Kataster-Verwaltung ist :

1. einen Inspektor der Steuern und Accisen ;

2. höchstens zehn Kontrolleure der Steuern und Accisen, einschließlich, vorkommenden Falles, des Kontrolleur-Büreauchefs.

Letztere können angewiesen werden, sich gegenseitig in den beiden respektiven Dienstzweigen der direkten Steuern und Accisen zu vertreten.

Art. 2. Das Gehalt des Inspektors ist festgesetzt auf Fr. 4550—5000 ;

dasjenige der Kontrolleure 1. Klasse auf Fr. 4155—4455 ;

dasjenige der Kontrolleure 2. Klasse auf Fr. 3770—4070 ;

dasjenige der Kontrolleure 3. Klasse auf Fr. 3370—3670.

Die Zahl der Kontrolleure der 1. und der 2. Klasse darf in jeder der beiden Klassen vier nicht übersteigen.

Die Kontrolleure der 2. und der 3. Klasse können, nach zehnjähriger guter und getreuer Dienstleistung in derselben Klasse, den Titel und das Gehalt eines Kontrolleurs der unmittelbar höheren Klasse erhalten.

Art. 3. Die Entschädigungen für Reisekosten des Inspektors und der Kontrolleure werden

Nous dans les limites d'un crédit porté annuellement au budget.

Art. 4. Le premier commis-chef de bureau de la direction jouira d'un traitement de 3070—3370 fr.

Il pourra, après cinq années de service dans l'administration des contributions et des accises, être nommé contrôleur et jouira, dans ce cas, du traitement attaché à ce grade.

Art. 5. Le nombre des commis de direction ne peut dépasser quatre ; il n'y a que deux commis de 1^{re} classe.

Le traitement de commis de 1^{re} classe est fixé à 2225—2550 fr. ;

celui de commis de 2^e classe à 1800—2025 fr. ;

celui de commis de 3^e classe ne peut dépasser 1600 fr.

Les commis de 2^e et de 3^e classe pourront, après dix années de bons et loyaux services dans le même grade, obtenir le traitement minimum de commis de la classe immédiatement supérieure.

En cas de besoin, il pourra être attaché à la direction un chimiste technique, qui sera payé sur état d'après un tarif à fixer par Nous.

Art. 6. Les surnuméraires des contributions et des accises ainsi que les commis auxiliaires des accises, en nombre suffisant pour les besoins du service, ont droit à une indemnité qui ne peut dépasser 1200 fr.

Pour les surnuméraires, l'indemnité pourra être convertie en traitement après trois années de bons services.

Art. 7. Les commis de direction et les surnuméraires qui sont dans le cas de remplacer temporairement un contrôleur ou un receveur, toucheront :

1^o lorsque le titulaire est malade ou absent avec congé, une indemnité à charge du Trésor, à fixer chaque fois par le directeur général des finances ;

durch Uns in den Grenzen eines alljährlich ins Staatsbudget eingetragenen Kredites geregelt.

Art. 4. Der erste Kommiss, Bureauchef der Direktion, bezieht ein Gehalt von Fr. 3070—3370.

Er kann, nach fünfjährigem Dienste in der Steuer- und Accisenverwaltung, zum Kontrolleur ernannt werden und bezieht in diesem Falle das mit diesem Grade verbundene Gehalt.

Art. 5. Die Zahl der Direktions-Kommiss darf vier nicht übersteigen ; es giebt nur zwei Kommiss erster Klasse.

Das Gehalt eines Kommiss 1. Klasse ist festgesetzt auf Fr. 2225—2550 ;

dasjenige eines Kommiss 2. Klasse auf Fr. 1800—2025 ;

dasjenige eines Kommiss 3. Klasse darf 1600 Fr. nicht übersteigen.

Die Kommiss der 2. und der 3. Klasse können, nach zehnjähriger guter und getreuer Dienstleistung in demselben Grade, das Minimal-Gehalt der unmittelbar höheren Klasse erhalten.

Vorkommenden Falles kann bei der Direktion ein Techniker der Chemie angestellt werden, welcher auf Deklaration gemäß eines durch Uns zu bestimmenden Tarif besoldet wird.

Art. 6. Die Supernumerare der Steuern und Accisen, sowie die Hilfskommiss der Accisen, in einer den Bedürfnissen des Dienstes entsprechenden Anzahl, haben Anspruch auf eine Vergütung, welche über 1200 Fr. nicht hinausgehen darf.

Für die Supernumerare kann diese Vergütung nach dreijähriger guter Dienstleistung in Gehalt umgewandelt werden.

Art. 7 Die Direktions-Kommiss und die Supernumerare, welche in den Fall kommen, einen Kontrolleur oder einen Einnehmer zeitweilig zu ersetzen, beziehen :

1. wenn der Titular krank oder mit Urlaub abwesend ist, eine jedesmal durch den General-Direktor der Finanzen festzusetzende Vergütung aus der Staatskasse ;

2° lorsque la place est vacante, la totalité du traitement minimum affecté à ladite place, avec perte, dans ce cas, pour la durée de la gestion, du traitement ou de l'indemnité dont l'intérimaire pourrait jouir en sa qualité de commis ou de surnuméraire.

Art. 8. Les commis des accises et des contributions sont divisés en trois classes.

Le nombre total des commis ne peut excéder quarante ; celui des commis de 1^{re} classe ne peut dépasser treize ; celui des commis des deux premières classes ensemble ne peut dépasser vingt-six.

Leurs traitements sont fixés comme suit :

Commis de 1^{re} classe, fr. 2025 - 2215 ;
Commis de 2^e » fr. 1750—1955 ;
Commis de 3^e » fr. 1475—1700.

Les commis de 2^e et 3^e classe pourront, après dix années de bons et loyaux services dans le même grade, obtenir le traitement minimum de commis de la classe immédiatement supérieure.

Les commis chefs de service reçoivent une indemnité de 50 fr. pour frais de bureau.

Les commis des sections de Luxembourg, y compris le chef de service, peuvent recevoir un supplément de traitement de 50 à 100 fr.

Les commis de la brigade ambulante touchent pour ce service un supplément de 50 à 100 fr., outre les frais de déplacement fixés par le tarif. Le supplément du chef de la brigade ambulante, lorsqu'il a cinq ans de grade comme commis de 1^{re} classe, dont au moins deux dans la brigade ambulante, pourra être porté à 200 fr.

Art. 9. Tous les procès-verbaux rédigés par un agent assermenté de l'administration des contributions et des accises feront foi jusqu'à preuve contraire.

Art. 10. Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

Mandons et ordonnons que la présente loi

2. bei Erledigung der Stelle, den Gesamtbetrag des mit der genannten Stelle verbundenen Minimalgehaltes, in diesem Falle jedoch mit Verlust, für die Dauer der Amtsverwaltung, des Gehaltes oder der Vergütung, welche der Stellvertreter in seiner Eigenschaft als Kommiss oder Supernumerar etwa bezieht.

Art. 8. Die Accisen- und Steuerkommiss sind in drei Klassen eingetheilt.

Die Gesamtzahl der Kommiss darf vierzig nicht übersteigen ; diejenige der 1. Klasse darf über dreizehn nicht hinausgehen ; diejenige der beiden ersten Klassen zusammen kann sechsundzwanzig nicht übersteigen.

Die Gehälter derselben sind folgendermaßen festgesetzt :

Kommiss 1. Klasse Fr. 2025—2215 ;
Kommiss 2. Klasse Fr. 1750—1955 ;
Kommiss 3. Klasse Fr. 1475—1700.

Die Kommiss der 2. und der 3. Klasse können, nach zehnjähriger guter und getreuer Dienstleistung in demselben Grade, das Minimal-Gehalt der unmittelbar höheren Klasse erhalten.

Die Kommiss-Dienstchefs erhalten eine Vergütung von 50 Fr. zu Büreaufkosten.

Die Kommiss der Sektionen Luxemburg, einschließlich des Dienstchefs, können eine Gehaltszulage von 50 bis 100 Fr. erhalten.

Die Kommiss der Wandersektion beziehen für diesen Dienst eine Zulage von 50—100 Fr., außer den durch den Tarif festgesetzten Reisekosten. Die Zulage des Chefs der Wandersektion kann, nach fünfjährigem Dienste als Kommiss 1. Klasse, wovon wenigstens zwei in der Wandersektion, auf 200 Fr. gebracht werden.

Art. 9. Alle durch einen vereidigten Agenten der Steuer- und Accisenverwaltung aufgenommenen Protokolle sind bis zum Gegenbeweis als glaubwürdig zu betrachten.

Art. 10. Alle dem gegenwärtigen Gesetze zuwiderlaufenden Bestimmungen sind abgeschafft.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins

soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 26 décembre 1896.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

ADOLPHE.

Arrêté grand-ducal du 26 décembre 1896, concernant la circonscription des contrôles des contributions directes et accises.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi en date de ce jour, concernant l'organisation du personnel de l'administration des contributions et accises ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Le contrôle des services des contributions et accises est dorénavant scindé en deux parties, dont l'une, *le contrôle des contributions*, comprend le contrôle du service des contributions et de la comptabilité en général, et dont l'autre, *le contrôle des accises*, comprend le contrôle du service des accises et du personnel du service actif.

Art. 2. La circonscription des contrôles des contributions directes est réglée de la manière suivante :

Le contrôle n° I comprend les recettes de Luxembourg, Eich, Hesperange et Cap.

Le contrôle n° II les recettes de Bettembourg, Esch-sur-Alzette et Bascharage.

Le contrôle n° III, les recettes de Diekirch, Ettelbruck, Mersch, Larochette, Hosingen et Vianden.

Le contrôle n° IV les recettes de Grevenmacher, Roodt, Echternach, Remich et Mondorf-lès-Baies.

Le contrôle n° V les recettes de Wiltz, Esch-sur-Sûre, Redange, Bettborn et Clervaux.

„Memorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 26. Dezember 1896.

Der General-Director
der Finanzen,
M. Mongenast.

Adolph.

Großh. Beschluß vom 26. Dezember 1896, betreffend die Bezirke der Kontrollen der direkten Steuern und Accisen.

Wir **Adolph**, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom heutigen Tage, betreffend die Organisation des Personals der Steuer- und Accisenverwaltung ;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Die Kontrolle der Steuern und der Accisen ist künftighin in zwei Theile getheilt, wovon der eine, die Kontrolle der Steuern, die Aufsicht über den Steuerdienst und das Rechnungswesen im Allgemeinen, und der andere, die Kontrolle der Accisen, die Aufsicht über den Accisendienst und das Personal des aktiven Dienstes begreift.

Art. 2. Die Bezirke der Kontrollen der direkten Steuern sind folgendermaßen geregelt :

Die Kontrolle Nr. I umfaßt die Einnahmestellen von Luxemburg, Eich, Hesperingen und Cap.

Die Kontrolle Nr. II die Einnahmestellen von Bettembourg, Esch a. d. Alz. und Niederkerfchen.

Die Kontrolle Nr. III die Einnahmestellen von Diekirch, Ettelbrück, Mersch, Fels, Hosingen und Vianden.

Die Kontrolle Nr. IV die Einnahmestellen von Grevenmacher, Roodt, Echternach, Remich und Bad-Mondorf.

Die Kontrolle Nr. V die Einnahmestellen von Wiltz, Esch an der Sauer, Redingen, Bettborn und Clerv.

Art. 3. La recette des contributions directes et accises à Strassen est transférée à Cap; elle comprend les communes de Hobscheid, Kehlen, Koerich, Mamer, Septfontaines et Steinfort, ainsi que la commune de Kopstal, détachée de la recette d'Eich.

Les communes de B rtrange et de Strassen sont réunies à la recette d'Eich.

Art. 4. Les bureaux de recettes des contributions et des accises, sous le rapport du traitement attribué à leurs titulaires, sont classés comme suit :

- 1^{re} classe : Luxembourg-ville.
- 2^e classe : Esch-sur-Alzette.
- 3^e classe : Diekirch et Hesperange.
- 4^e classe : Bascharage, Echternach et Ettelbruck.
- 5^e classe : Bettembourg, Grevenmacher, Eich, Roodt, Redange et Remich.
- 6^e classe : Cap, Mersch.
- 7^e classe : Wiltz, Clervaux, Bettborn, Esch-sur-Sûre, Mondorf-les-Bains, Larochette.
- 8^e classe : Hosingen.
- 9^e classe : Vianden.

Art. 5. La circonscription des contrôles des accises est réglée de la façon suivante :

Le contrôle n° I comprend les recettes de Luxembourg-ville, Hesperange, Eich, Remich et Mondorf-les-Bains.

Le contrôle n° II comprend les recettes de Diekirch, Ettelbruck, Redange, Bettborn, Wiltz, Esch-sur-Sûre, Clervaux, Hosingen et Vianden.

Le contrôle n° III comprend les recettes de Grevenmacher, Echternach et Roodt.

Le contrôle n° IV comprend les recettes de Bettembourg, Esch-sur-Alzette, Bascharage, Mersch, Larochette et Cap.

Art. 6. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 26 décembre 1896.

ADOLPHE.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

Art. 3. Die Einnahmestelle der direkten Steuern und Accisen von Straßen ist nach Cap verlegt; dieselbe umfaßt die Gemeinden Hobscheid, Kehlen, Körich, Mamer, Simmern und Steinfort, sowie die Gemeinde Kopstal, welche von der Einnahmestelle Eich getrennt ist.

Die Gemeinden Bartringen und Straßen sind der Einnahmestelle Eich zugeheilt.

Art. 4. Die Einnahmestellen der Steuern und Accisen sind, hinsichtlich des mit denselben verbundenen Gehaltes, folgendermaßen classiert:

- 1. Klasse: Luxemburg-Stadt.
- 2. Klasse: Eich an der Alzette.
- 3. Klasse: Diekirch und Hesperingen.
- 4. Klasse: Niederkerfchen, Echternach und Ettelbrück.
- 5. Klasse: Bettembourg, Grevenmacher, Eich, Roodt, Redingen, Remich.
- 6. Klasse: Cap, Mersch.
- 7. Klasse: Wiltz, Clerf, Bettborn, Esch a. d. S., Bad-Mondorf, Fels.
- 8. Klasse: Hosingen.
- 9. Klasse: Vianden.

Art. 5. Die Bezirke der Kontrollen der Accisen sind folgendermaßen geregelt:

Die Kontrolle Nr. I umfaßt die Einnahmestellen von Stadt Luxemburg, Hesperingen, Eich, Remich und Bad-Mondorf.

Die Kontrolle Nr. II umfaßt die Einnahmestellen von Diekirch, Ettelbrück, Redingen, Bettborn, Wiltz, Esch a. d. S., Clerf, Hosingen und Vianden.

Die Kontrolle Nr. III umfaßt die Einnahmestellen von Grevenmacher, Echternach und Roodt.

Die Kontrolle Nr. IV umfaßt die Einnahmestellen von Bettembourg, Esch a. d. Alz, Niederkerfchen, Mersch, Fels und Cap.

Art. 6. Unser General-Director der Finanzen ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Luxemburg, den 26. Dezember 1896.

Adolph.

Der General-Director
der Finanzen,
M. Mongenast.

Avis. — Administration des contributions directes et accises.

Par arrêté grand-ducal en date de ce jour ont été nommés :

A. Inspecteur des contributions et des accises, M. Joseph-Constant *Leclerc*, contrôleur de 1^{re} classe des contributions et accises à Luxembourg.

B. Contrôleurs des contributions et accises :

I. de 1^{re} classe, M. Jean-Pierre *Walens*, receveur des contributions et des accises à Clervaux ;

II. de 2^e classe : 1^o M. Félix *Campill*, receveur des contributions et accises à Wiltz ; 2^o M. Albert *Duvivier*, receveur des contributions et accises à Bettborn ;

III. de 3^e classe : 1^o M. André *Schranz*, vérificateur des poids et mesures à Luxembourg ; 2^o M. Alphonse *Dauphin*, commis de 2^e classe à la direction des contributions et accises à Luxembourg.

C. Receveurs des contributions et accises :

I. à Wiltz, M. Pierre *Trausch*, receveur à Vianden ;

II. à Cap, M. Camille-Nicolas *Fautsch*, receveur à Strassen ;

III. à Clervaux, M. Félix *Govers*, commis de 2^e classe à la direction des contributions et accises à Luxembourg ;

IV. à Bettborn, M. Eugène *Siegen*, surnuméraire des contributions et accises à Luxembourg ;

V. à Vianden, M. Jean *Cravat*, commis des contributions et accises à Luxembourg.

D. Surnuméraire des contributions et accises, M. Joseph *Knepper*, commis auxiliaire des contributions et accises à Luxembourg.

Luxembourg, le 26 décembre 1896.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Administration des contributions directes et accises.

Le contrôle n^o I des contributions (Luxembourg) est attribué à M. le contrôleur *Müller* ;

Bekanntmachung. — Steuer- und Accisen-Verwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom heutigen Tage sind ernannt worden :

A. zum Inspektor der Steuer- und Accisen-Verwaltung, Hr. Joseph Constant *Leclerc*, Controleur 1. Klasse der Steuern und Accisen zu Luxemburg.

B. zu Controleuren der Steuern und Accisen :

I. 1. Klasse: Hr. Johann Peter *Walens*, Einnehmer der Steuern und Accisen zu Clerf ;

II. 2. Klasse: 1. Hr. Felix *Campill*, Einnehmer der Steuern und Accisen zu Wiltz ; 2. Hr. Albert *Duvivier*, Einnehmer der Steuern und Accisen zu Bettborn ;

III. 3. Klasse: 1. Hr. Andreas *Schranz*, Achmeister zu Luxemburg ; 2. Hr. Alphonse *Dauphin*, Commis 2. Klasse an der Direktion der Steuern und Accisen zu Luxemburg.

C. zu Einnehmern der Steuern und Accisen :

I. zu Wiltz, Hr. Peter *Trausch*, Einnehmer zu Vianden ;

II. zu Cap, Hr. Camill Nicolas *Fautsch*, Einnehmer zu Strassen ;

III. zu Clerf, Hr. Felix *Govers*, Commis 2. Klasse an der Direktion der Steuern und Accisen zu Luxemburg ;

IV. zu Bettborn, Hr. Eugen *Siegen*, Supernumerar der Steuern und Accisen zu Luxemburg ;

V. zu Vianden, Hr. Johann *Cravat*, Commis der Steuern und Accisen zu Luxemburg.

D. zum Supernumerar der Steuern und Accisen, Hr. Jos. *Knepper*, Hilfscommis der Steuern und Accisen zu Luxemburg.

Luxemburg, den 26. Dezember 1896.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Bekanntmachung. — Steuer- und Accisen-Verwaltung.

Die Steuer-Controle Nr. I (Luxemburg) ist dem Controleur Hrn. Müller zugewiesen ;

le contrôle n° III des contributions (Diekirch) est attribué à M. le contrôleur Edouard Schumann ;

le contrôle n° IV des contributions (Grevenmacher) est attribué à M. le contrôleur Albert Schumann ;

le contrôle n° V des contributions (Wiltz) est attribué à M. le contrôleur Duvivier ;

le contrôle n° I des accises (Luxembourg I) est attribué à M. le contrôleur Walens ;

le contrôle n° II des accises (Diekirch) est attribué à M. le contrôleur Campill ;

le contrôle n° III des accises (Grevenmacher) est attribué à M. le contrôleur Schrantz ;

le contrôle n° IV des accises (Luxembourg II) est attribué à M. le contrôleur Dauphin.

Luxembourg, le 26 décembre 1896.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Prisons et dépôt de mendicité.

Par arrêté grand-ducal en date de ce jour, démission honorable a été accordée, sur sa demande, à M. Camille Velter, juge d'instruction à Luxembourg, de ses fonctions de membre de la commission administrative des prisons et du dépôt de mendicité de Luxembourg.

Par le même arrêté M. Ch. de Waha, conseiller de Gouvernement, a été nommé membre de la dite commission, en remplacement de M. Camille Velter, dont il achèvera le mandat.

Luxembourg, le 24 décembre 1896.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,*
EYSCHEN.

Arrêté du 19 décembre 1896, portant publication d'une demande en concession de terrains miniers sur le territoire de la commune de Differdange.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR ;

Vu la demande présentée le 27 novembre 1896 par MM. Ch. et J. Collart, maîtres de forges à

die Steuer-Controle Nr. III (Diekirch) ist dem Controleur Hrn. Eduard Schumann zugewiesen ;

die Steuer-Controle Nr. IV (Grevenmacher) ist dem Controleur Hrn. Albert Schumann zugewiesen ;

die Steuer-Controle Nr. V (Wiltz) ist dem Controleur Hrn. Duvivier zugewiesen ;

die Accisen-Controle Nr. I (Luxembourg I) ist dem Controleur Hrn. Walens zugewiesen ;

die Accisen-Controle Nr. II (Diekirch) ist dem Controleur Hrn. Campill zugewiesen ;

die Accisen-Controle Nr. III (Grevenmacher) ist dem Controleur Hrn. Schrantz zugewiesen ;

die Accisen-Controle Nr. IV (Luxembourg II) ist dem Controleur Hrn. Dauphin zugewiesen.

Luxemburg, den 26. Dezember 1896.

Der General-Director der Finanzen,
M. MONGENAST.

Bekanntmachung. — Gefängnisse und Bettlerdepot.

Durch Großh. Beschluß vom heutigen Tage ist Hrn. Camille Velter, Untersuchungsrichter zu Luxemburg, auf sein Ansuchen ehrenvolle Entlassung aus seinem Amte als Mitglied der Verwaltungskommission der Gefängnisse und des Bettlerdepots zu Luxemburg bewilligt worden.

Durch denselben Beschluß ist Hr. Karl de Waha, Regierungsrath, zum Mitglied besagter Commission, in Ersetzung des Hrn. Camille Velter ernannt worden, und wird dessen Dienstzeit vollenden.

Luxemburg, den 24. Dezember 1896.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,*
EYSCHEN.

Beschluß vom 19. Dezember 1896, wodurch ein Gesuch um Concession von Erzfeldern auf dem Gebiete der Gemeinde Differdangen veröffentlicht wird.

Der General-Director des Innern ;

Nach Einsicht des von H. K. und J. Collart, Hüttenherren zu Steinfort, am 27. November

Steinfort, à l'effet d'obtenir une concession d'environ 7 hectares 75 ares de terrains miniers, au lieu dit « Jungenbüsch », ban de Niedercorn, commune de Differdange ;

Vu le plan de la surface des terrains miniers sur laquelle s'étend la concession demandée ;

Vu l'art. 2 de la loi du 12 juin 1874, sur le régime des mines et minières de fer ;

Arrête :

Art. 1^{er}. En conformité de l'art. 2 de la loi prévue, la demande dont s'agit sera publiée au *Mémorial* et dans plusieurs journaux du pays.

Art. 2. Les oppositions éventuelles à l'objet de cette demande seront reçues par la Direction générale de l'intérieur en l'hôtel du Gouvernement à Luxembourg.

Luxembourg, le 19 décembre 1896.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

(Suit le texte de la demande :)

Monsieur le Directeur général de l'intérieur,

Les soussignés Ch. et J. Collart, maîtres de forges à Steinfort, ont l'honneur de vous demander en concession les terrains miniers limités par la ligne brisée A B C D E F au plan ci-joint en triple expédition, sis au lieu dit « Jungenbüsch », ban de Niedercorn, commune de Differdange, et mesurant approximativement sept hectares septante cinq ares.

Cette concession touche par la ligne A B à celle A B N M qui leur a été octroyée en 1880 ; c'est donc plutôt une extension de concession qu'une nouvelle concession.

Dans l'espoir que leur demande sera favorablement accueillie, ils vous prient, M. le Directeur général, d'agréer l'assurance de leur haute considération.

(signés) Ch. et J. COLLART.

Arrêté du 24 décembre 1896, portant approbation d'une modification aux statuts de la société mutualiste des ouvriers-gantiers de Luxembourg-Bonnevoie.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT ;

Vu la demande de la société mutualiste des ouvriers-gantiers de Luxembourg-Bonnevoie

1896 eingereichten Gesuches um Verleihung einer Concession von ungefähr 7 Hektaren 75 Ares Erzfeldern, im Ort genannt „Jungenbüsch“, Bann Niedercorn, Gemeinde Differdingen ;

Nach Einsicht des Planes der in Concession begehrten Fläche ;

Nach Einsicht des Art. 2 des Gesetzes vom 12. Juni 1874, die Erzgruben und Erzgräbereien betreffend ;

Beschließt :

Art. 1. Nachstehendes Gesuch soll gemäß Art. 2 vorerwähnten Gesetzes durchs „Memorial“ und in mehreren Landeszeitungen veröffentlicht werden.

Art. 2. Die in Betreff dieses Gesuches etwa zu erhebenden Einsprüche werden durch die General-Direction des Innern im Regierungsgebäude zu Luxemburg entgegengenommen.

Luxemburg, den 19. Dezember 1896.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.

(Das Concessionsgesuch lautet :)

Steinfort, le 27 novembre 1896.

Beschluß vom 24. Dezember 1896, wodurch eine Aenderung an den Statuten des Luxemburg-Bonnweger Handschuhschneider-Unterstützungsvereins genehmigt wird.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung ;

Nach Einsicht des Gesuches des Luxemburg-Bonnweger Handschuhschneider-Unterstützungs-

sollicitant l'approbation d'une modification apportée à l'art. 28 al. 2 de ses statuts ;

Vu notre arrêté du 12 août 1893, portant reconnaissance légale et approbation des statuts de la dite société de secours mutuels ;

Vu l'avis émis le 14 novembre 1896 par l'administration communale de la ville de Luxembourg, siège de la société ;

Vu l'avis de la Commission supérieure d'encouragement des sociétés de secours mutuels, en date du 19 décembre 1896 ;

Vu la loi du 11 juillet 1891 et l'art. 3 de l'arrêté grand-ducal du 22 du même mois ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La modification apportée à l'art. 28 al. 2 des statuts de la société de secours mutuels des ouvriers-gantiers de Luxembourg-Bonnevoie est approuvée.

Art. 2. Le présent arrêté, avec le texte de la disposition modifiée, sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 24 décembre 1896.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

vereines um Genehmigung einer Aenderung des Art. 28, Absatz 2 seiner Statuten ;

Nach Einsicht unseres Beschlusses vom 12. August 1893, wodurch dieser Verein gesetzlich anerkannt und dessen Statut genehmigt worden ist ;

Nach Einsicht des Gutachtens der Gemeindeverwaltung der Stadt Luxemburg, Sitz des Vereines, vom 14. November 1896 ;

Nach Einsicht des Gutachtens der höheren Kommission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen, vom 19. Dezember 1896 ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 11. Juli 1891 und des Art. 3 des Großh. Beschlusses vom 22. desl. Mts. ;

Beschließt :

Art. 1. Die am Art. 28, Absatz 2 der Statuten des Luxemburg-Bonnevoiger Handschuh-Unterstützungsvereines vorgenommene Aenderung ist genehmigt.

Art. 2. Gegenwärtiger Beschluß, nebst dem Wortlaut der abgeänderten Bestimmung, soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 24. Dezember 1896.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
EYSCHEN.*

ANNEXE :

Art. 28, al. 2, modifié des statuts de la société de secours mutuels des ouvriers-gantiers de Luxembourg-Bonnevoie : « Die Entschädigung bei Krankheit oder Unfall wird auf ein Franken fünfundzwanzig Centimes pro Tag festgesetzt. »

Caisse d'épargne. — Opérations effectuées du 1^{er} au 15 décembre 1896.

Versements par 721 déposants, dont 183 nouveaux	fr. 130,324 69
Versements antérieurs et intérêts capitalisés	» 11,902,097 83
Total des versements.	fr. 12,032,422 54
Remboursements à 237 déposants, dont 80 pour solde	fr. 67,209 96
Remboursements depuis le 1 ^{er} janvier, année cte., intérêts compris	1,676,691 42
Total des remboursements	fr. 1,743,901 08
Solde au 15 décembre 1896	fr. 10,288,521 46

Marktpreise. — 1. Hälfte des Monats Oktober 1896.

Bezeichnung der Lebensmittel u. dgl.	Maße oder Gewicht.	Mittelpreise der verkauften Lebensmittel auf den Märkten von								
		Luxem- burg.	Die- kirch.	Wiltz.	Ettel- brück.	Echter- nach.	Stemich	Merzsch.	Greven- macher.	Esch a. d. N.
Weizen	Hectoliter	16 00	16 00	15 00	16 00	16 00	14 25	"	"	"
Mischelfrucht . .	—	13 00	13 00	"	14 00	13 00	13 75	"	"	"
Roggen	—	11 00	12 00	11 25	11 00	"	"	"	"	"
Gerste	—	14 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Spelz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Heibeforn	—	"	7 50	10 00	"	"	"	"	"	"
Hafers	—	9 00	7 50	6 50	7 00	"	9 25	"	"	"
Erbsen	—	13 00	"	"	"	"	13 00	"	"	"
Bohnen	—	11 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Linsen	—	20 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Kartoffeln	—	3 50	3 00	2 25	2 75	3 00	5 00	"	3 00	3 50
Weizen-Mehl . . .	Kilogr.	0 50	0 40	0 30	0 40	0 35	0 36	"	0 38	0 45
Mischel-Mehl . . .	—	0 40	0 35	0 26	0 32	0 33	0 32	"	0 40	0 40
Roggen-Mehl . . .	—	0 30	"	0 22	0 28	"	"	"	"	0 32
Geschälte Gerste . .	—	0 70	"	"	"	"	"	"	"	"
Butter	—	2 70	2 70	2 40	2 50	2 35	2 50	2 40	2 50	2 55
Eier	Duzend.	1 30	1 20	1 00	1 05	1 20	1 00	0 80	1 30	1 25
Senf	500 Kilo.	35 00	"	"	20 00	"	"	"	"	"
Stroh	—	20 00	"	"	16 00	"	"	"	"	"
Duchenholz	Stere.	13 00	"	"	12 50	"	10 00	"	"	"
Eichenholz	—	10 00	"	"	6 50	"	9 50	"	"	"
Weichholz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ochsenfleisch . . .	Kilogr.	1 80	1 40	1 60	1 70	"	"	1 40	"	1 75
Lamb- od. Rindfleisch	—	1 60	1 35	1 50	1 50	1 30	1 40	1 40	1 40	1 65
Kalb- od. Lammfleisch	—	1 60	1 40	1 50	1 50	1 40	1 40	1 30	1 40	1 60
Gammelfleisch . . .	—	1 80	1 45	1 60	1 70	1 40	1 40	1 40	1 40	1 75
Schweinefleisch . .	—	1 60	1 40	1 40	1 50	1 40	1 30	1 40	1 40	1 60
id. geräuchert . . .	—	2 00	"	"	2 00	"	"	"	"	2 00

Luxemb. Imp. Fab. d. I. C. V. Bück, L. Bück, Esch.